

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Band: 47 (1929)
Heft: 188

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bern
Mittwoch, 14. August
1929

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Berne
Mercredi, 14 août
1929

Feuille officielle suisse du commerce - Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich
ausgenommen Sonn- und Feiertage

XLVII. Jahrgang — XLVII^{me} année

Paraît journallement
dimanches et jours de fête exceptés

Monatsbeilage
Wirtschaftliche und sozialexistische Mitteilungen

Supplément mensuel
Rapports économiques et Statistique sociale

Supplément mensile
Rapporti economici

N^o 188

Redaktion und Administration:
Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements —
Abonnement: Schweiz: Jährlich Fr. 24.30, halbjährlich Fr. 12.30, viertel-
jährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.30, ein Monat Fr. 2.30 — Ausland:
Zuschlag des Porto — Es kann nur bei der Post abonniert werden — Preis
einzelner Nummern 15 Cts. — Annoncen-Regie: Publicitas A. G. — In-
sertionspreis: 50 Cts. die sechsgespaltene, Kolonelle (Ausland 65 Cts.)

Rédaction et administration:
Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique —
Abonnement: Suisse: un an fr. 24.30, un semestre fr. 12.30, un trimestre
fr. 6.30, deux mois fr. 4.30, un mois fr. 2.30 — Etranger: Plus frais de
port — On s'abonne exclusivement aux offices postaux — Prix du numéro
15 cts. — Régie des annonces: Publicitas S. A. — Prix d'insertion: 50 cts.
la ligne de colonne (l'étranger 65 cts.)

N^o 188

Inhaltsverzeichnis I. Halbjahr 1929

Die Versendung des Inhaltsverzeichnisses für das I. Halbjahr 1929 zum Schweizerischen Handelsamtsblatt ist beendet. Diejenigen Abonnenten, welche noch nicht im Besitze des Verzeichnisses sind, wollen uns gefl. Mitteilung machen.

Administration.

Répertoire du 1^{er} semestre 1929

L'expédition du répertoire des publications parues dans la Feuille officielle suisse du commerce pendant le 1^{er} semestre 1929, vient d'être terminée. Les abonnés qui n'auraient pas reçu ce répertoire, sont priés de bien vouloir nous en informer.

Administration.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Konkurse. — Nachlassverträge. — Fallites. — Concordats. — Fallimenti. — Concordati. / Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio. / Programm der Prüfungen zur Erlangung des eidgenössischen Diploms für beeidigte Gold- und Silberprobierer. — Programme des examens pour le contrôle des matières d'or et d'argent.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Espagne: Agio. / Internationaler Postgiroverkehr. — Service international des virements postaux. / Ein- und Ausfuhr der wichtigsten Waren im Januar/Juli 1929. — Importation et exportation des principales marchandises en janvier/juillet 1929.

Amflicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Konkurseeröffnungen — Ouvertures de faillites

(Sch. u. K.-G. 231 u. 232.) (L. P. 231 et 232.)

(V. B.-G. v. 23. April 1920, Art. 123 u. 29.) (O. T. F. du 23 avril 1920, Art. 123 et 29.)

Die Gläubiger der Gemeinschuldner und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche unter Einlegung der Beweismittel (Schuldscheine, Buchauszüge usw.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift dem betreffenden Konkursamt einzugeben. Mit der Eröffnung des Konkurses hört gegenüber dem Gemeinschuldner der Zinsenlauf für alle Forderungen, mit Ausnahme der Pfandversicherten, auf (Art. 209 SchKG).

Die Grundpfandgläubiger haben ihre Forderungen in Kapital, Zinsen und Kosten zerlegt anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig und gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin.

Die Inhaber von Dienstbarkeiten, welche unter dem früheren kantonalen Recht ohne Eintragung in die öffentlichen Bücher entstanden und noch nicht eingetragen sind, werden aufgefordert, diese Rechte unter Einlegung allfälliger Beweismittel in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift binnen 20 Tagen beim Konkursamt einzugeben. Die nicht angemeldeten Dienstbarkeiten können gegenüber einem gutgläubigen Erwerber des belasteten Grundstückes nicht mehr geltend gemacht werden, soweit es sich nicht um Rechte handelt, die auch nach dem Zivilgesetzbuch ohne Eintragung in das Grundbuch dinglich wirksam sind.

Desgleichen haben die Schuldner der Gemeinschuldner sich binnen der Eingabefrist all solche anzumelden bei Straffolgen im Unterlassungsfalle.

Wer Sachen eines Gemeinschuldners als Pfandgläubiger oder aus andern Gründen besitzt, hat sie ohne Nachteil für sein Vorzugsrecht binnen der Eingabefrist dem Konkursamt zur Verfügung zu stellen bei Straffolgen im Unterlassungsfalle, im Falle ungerechtfertigter Unterlassung ersichtlich zudem das Vorzugsrecht.

Die Pfandgläubiger, sowie Drittpersonen, denen Pfandtitel auf den Liegenschaften des Gemeinschuldners weiterverpfändet worden sind, haben die Pfandtitel und Pfandverschreibungen innerhalb der gleichen Frist dem Konkursamt einzureichen.

Den Gläubigerversammlungen können auch Mitschuldner und Bürgen des Gemeinschuldners sowie Gewährspflichtige beiwohnen.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (art. 209 L.F.).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auraient pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (art. 209 L.F.).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auraient pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Kt. Zürich Konkursamt Hottingen-Zürich (2076^a)
Gemeinschuldnerin: Genossenschaft für Yoghurt- und Milchprodukte, Carmenstrasse 23, Zürich 7.
Datum der Konkurseröffnung: 10. Juli 1929.
Summarisches Verfahren, Art. 281 Sch. K. G.

Eingabefrist: Bis 23. August 1929, für Dienstbarkeiten bis 23. August 1929.

Eigentümerin folgender Grundstücke:

Im Gemeindebann Sulgen:

Die Fabrikriegenschaft: Molkerei, Krauseanlage, Kesselhaus usw., asssekuriert unter Nrn. 844/5 und 864 zusammen für Fr. 345,200.—, mit ca. 70 Aeren Umgelände.

Kt. Zürich Konkursamt Unterstrass-Zürich (2163^a)

Gemeinschuldner: Weggler & Jaeggi, Handel, Agentur und Kommission in Textilwaren, Weinbergstrasse 131, in Zürich 6.

Datum der Konkurseröffnung: 8. August 1929.

Erste Gläubigerversammlung: Donnerstag, den 22. August 1929, nachmittags 3 Uhr, im Gasthof zur «Krone», Schaffhauserstrasse 1, in Unterstrass-Zürich.

Eingabefrist: 14. September 1929.

Kt. Zürich Konkursamt Wiedikon-Zürich (2164)

Gemeinschuldner: Weber-Schmid, Schreiner und Eiskastenfabrikant, an der Haldenstrasse 138, Zürich 3, dato an der Anwandstrasse 62, in Zürich 4.

Datum der Konkurseröffnung: 29. Juli 1929.

Summarisches Verfahren, Art. 281 Sch. K. G.

Eingabefrist: Bis 2. September 1929.

Ct. de Fribourg Office des faillites de la Gruyère, à Bulle (2165)

Failli: Brodard, Emile, fils de Théophile, boulangerie-pâtisserie, Bulle.

Date de l'ouverture de la faillite: 29 juillet 1929.

Première assemblée des créanciers: 16 août 1929, 11 heures du matin, salle d'attente du Tribunal, château de Bulle.

Délai pour les productions: 10 septembre 1929.

Kt. Basei-Stadt Konkursamt Basei-Stadt (2166)

Gemeinschuldnerin: Alhambra-Theater A.-G. Bern, mit Sitz in Basel, Betrieb von Theatern, Kinematographen-Theatern, Kino-Aufführungen und damit zusammenhängende Unternehmungen auf diesem oder ähnlichem Gebiete, sowie die Beteiligung an ähnlichen Unternehmungen, Maulbeerstrasse 3, Bern.

Datum der Konkurseröffnung: 20. Juli 1929.

Erste Gläubigerversammlung: Freitag, den 23. August 1929, nachmittags 4 Uhr, im Gerichtshaus, Bäumleingasse 1 (Parterre), Zimmer Nr. 7.

Eingabefrist: Bis und mit 14. September 1929.

Von denjenigen Gläubigern, welche der Gläubigerversammlung nicht beiwohnen und bis zum 23. August 1929, mittags 12 Uhr, nicht schriftliche Einsprache erheben, wird angenommen, dass sie das Konkursamt zur sofortigen freihändigen Verwertung der gesamten Aktiven ermächtigen.

Kt. St. Gallen Konkursamt St. Gallen (2077^a)

Zweite Auskündigung.
Gemeinschuldner: Oertli, Daniel, von St. Gallen, Architekt, Paradiesstrasse 34, St. Gallen.

Konkurseröffnung: 8./22. Juli 1929.

Summarisches Verfahren, gemäss Art. 281 B. G.

Eingabefrist für Forderungen: Bis 24. August 1929.

Eingabefrist für Dienstbarkeiten: Bis 24. August 1929 betreffend nachstehende dem Gemeinschuldner zu Miteigentum gebörende Liegenschaften:

Kat. Nrn. 2400: Lieg. Burgstrasse 17, 19, 25.

2403: Bretterschuppen an der Burgstrasse.

2406: Lieg. Bogenstrasse 9, a und 11.

2950: > Wiesenstrasse 30.

2168: > Demutstrasse 10.

3807: > Weiherweidstrasse 11.

3808: Boden an der Volkartstrasse.

3810: do.

3957: Lieg. Weiherweidstrasse 3.

3989: > Weiherweidstrasse 1.

Erklärung: Mit Ermächtigung des Konkursgerichtes wird hiermit festgestellt, dass die Konkurseröffnung nur infolge eines formellen Versehens des Schuldners — Nichterscheinen zum Vorstand bei Mangel eines Zahlungsausweises und Fristversäumnis — stattfinden musste und dass die Garantie geleistet ist, dass die sämtlichen Gläubiger befriedigt werden, so dass der Konkurs nach Aufstellung des Kollokationsplanes widerrufen werden kann.

Ct. du Valais *Office des faillites d'Ardon* (2167)
 Faillite: **Société Léonce Crittin et Frères**, vins, Chamoson.
 Date de l'ouverture de la faillite: 29 juillet 1929.
 Première assemblée des créanciers: 24 août 1929, dès 9 heures, à Ardon, à la maison communale.
 Délai pour les productions: 16 septembre 1929.

Ct. de Genève *Office des faillites de Genève* (2096)
 Failli: **Genoud, Louis**, ébéniste, Rue du 31 décembre 44, à Genève.
 Date de l'ouverture de la faillite: 9 juillet 1929.
 Liquidation sommaire, art. 231 L. P.: 31 juillet 1929.
 Délai pour les productions: 23 août 1929.
 Sommation aux Titulaires de Servitudes grevant les immeubles possédés par le failli dans la Commune de Lancy, parcelle n° 2031.

Kollokationsplan — Etat de collocation
 (B.-G. 249, 250 u. 251.) (L. P. 249, 250 et 251.)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Zürich *Konkursamt Aussersihl-Zürich* (2168*)
 Im Konkurse über Kist, Emil, Kolonialwaren, an der Brauerstrasse Nr. 47, in Zürich 4, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind bis zum 24. August 1929 mittelst Klageschrift im Doppel beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich anhängig zu machen, widrigenfalls der Plan als anerkannt betrachtet würde.

Kt. Zürich *Konkursamt Höttingen-Zürich* (2169*)
 Gemeinschuldner: **Sonneck, Georg**, Schreiner, von Frankfurt a. O., jetzt wohnhaft Dufourstrasse 221, in Zürich 8.
 Anfechtungsfrist: Innert 10 Tagen von der Bekanntmachung an.

Kt. Zürich *Konkursamt Riesbach-Zürich* (2170*)
 Im Konkurse betreffend Ullrich, Hugo, Elektrische Artikel, in Zürich 8, liegt der infolge nachträglicher Eingaben abgeänderte Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Riesbach-Zürich zur Einsicht auf. Klagen auf Anfechtung desselben sind bis zum 24. August 1929 beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich durch Einreichung einer Klageschrift im Doppel anhängig zu machen, widrigenfalls derselbe als anerkannt betrachtet würde.

Kt. Zürich *Konkursamt Unterstrass-Zürich* (2171)
 Verlassenschaft des Geisser, Ernst, Handel in Autos und Reparaturwerkstätte, wohnhaft gewesen in Zürich 6.
 Anfechtbar bis 24. August 1929, mittelst Klageschrift im Doppel beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Zürich.

Kt. Zürich *Konkursamt Hönigg* (2139*)
 Kollokationsplan, Inventaraufgabe und Abtretung von Rechtsansprüchen gemäss Art. 260 Sch. K. G.

Im Konkurse über Salmi, Antonio, geb. 1875, Nordstrasse 55, Hönigg (Inhaber der Firma Ant. Salmi, Weine und Liköre, Gerbergasse 6, Zürich 1), liegen der Kollokationsplan sowie das Inventar den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert 10 Tagen von der Bekanntmachung an gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

Innert der gleichen Frist sind allfällige Begehren um Abtretung von Rechtsansprüchen, sowie bezüglich streitiger Eigentumsansprüche gemäss Sch. K. G. Art. 260 dem Konkursamte einzureichen, ansonst Verzicht angenommen wird.

Kt. Zürich *Konkursamt Schwamendingen* (2158*)
 Gemeinschuldnerin: **Schäufelberger-Brunner, Margrith**, Verkauf von Modewaren, Zürichstrasse 147, in Oerlikon.
 Auflage- und Anfechtungsfrist: Bis 20. August 1929.

Kt. Basel-Land *Konkursamt Arlesheim* (2172)
 Im Konkurse über Weber, Albert, Ingenieur, Arlesheim, liegt der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert 10 Tagen von der Bekanntmachung an gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet wird.

Allfällige Abtretungsbegehren sind innert 10 Tagen à dato beim Konkursamte zu stellen.

Ct. de Genève *Office des faillites de Genève* (2173)
 Faillite de la succession insolvable de **Tomaselli, François-Ignace**, q. v. cycles, 53, Rue de Carouge, domicilié Rue Masbou 4, à Genève.

Délai pour intenter action en opposition: 10 jours à dater de cette publication. Sont également déposés l'état des revendications et l'inventaire portant distraction des objets de stricte nécessité. Les recours et demandes de cession de droits doivent être formulés dans le même délai de dix jours.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation
 (B.-G. 230.) (L. P. 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren geschlossen.

La faillite sera clôturée faute par les créanciers de réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais.

Kt. Zürich *Konkursamt Aussersihl-Zürich* (2174)
 Gemeinschuldnerin: Firma **Hörnlimann & Hedinger**, Handel in Südrüchten, Obst und Gemüse, Josefstrasse 13, in Zürich 5.
 Datum der Konkurseröffnung durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich: 1. August 1929.
 Datum der Einstellung mit Verfügung des nämlichen Richters: 8. August 1929, mangels Aktiven.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 24. August 1929 die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben einen hinreichenden Vorschuss leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Kt. Zürich *Konkursamt Wiedikon-Zürich* (2175*)
 Gemeinschuldner: **Baumstark, Eugen**, geb. 1897, von Zürich, Kaufmann, an der Sihlfeldstrasse 26, in Zürich 9 (Inhaber der Firma Eugen

Baumstark, Broderies en gros, Usterstrasse 14, dann Sihlstrasse 24, in Zürich 1).

Datum der Konkurseröffnung: 1. August 1929.
 Datum der Konkurseinsetzung: 7. August 1929.
 Einspruchsfrist: Bis 24. August 1929.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite
 (B.-G. 268.) (L. P. 268.)

Kt. St. Gallen *Konkursamt Rorschach* (2176)
 Gemeinschuldner: **Harsch, Ernst**, gew. Geflügelarm, Goldach, jetzt in Pfäffikon (Schwyz).

Datum des Konkurschlusses: 10. August 1929.

Konkurssteigerungen — Vente aux enchères publiques après faillite
 (B.-G. 267.) (L. P. 267.)

Kt. Bern *Konkursamt Laupen* (2177)
 I. Steigerung.

Im Konkursverfahren gegen **Hofmann, Gottfried**, Wirt, in Courtepin, gelangen Mittwoch, den 25. September 1929, nachmittags von 2½ Uhr an, im Gasthof zum «Bären» in Münchenwiler, an eine erste öffentliche Steigerung folgende Liegenschaften:

Einwohnergemeinde Münchenwiler.

Die Gasthofbesitzung zum Bären in Münchenwiler, umfassend:

Grundbuchblatt Nr. 221, Plan Blatt 2.

1. Ein Wohnhaus mit Wirtschaftslokal und Scheune, unter Nr. 43 für Fr. 80,800. — brandversichert.
2. Ein Backhaus, unter Nr. 43 A für Fr. 1200. — brandversichert.
3. Eine Schweinescheune, unter Nr. 43 B für Fr. 2500. — brandversichert.
4. Eine Scheune, unter Nr. 43 C für Fr. 16,400. — brandversichert.
5. An Hausplätzen, Hofraum, Garten, Obstgarten, Wiese, Acker, Wald und Friedhof 7 ha 76,20 Aren.

Grundbuchblatt Nr. 222, Plan Blatt 3.

6. Den Lindenplatz im Dorf Münchenwiler von 0,75 Aren.

Grundbuchblatt Nr. 113, Plan Blatt 3.

7. Die Grossmatt, Acker von 1 ha 93,77 Aren.

Grundbuchblatt Nr. 106, Plan Blatt 3.

8. Eine zweite Grossmatt, Wiese von 30,40 Aren.

Grundbuchblatt Nr. 28, Plan Blatt 3.

9. Eine dritte Grossmatt, Acker und Wiese von 3 ha 20,00 Aren. Die Grundsteuerschätzung beträgt zusammen Fr. 184,360. — Die amtliche Schätzung beträgt Fr. 180,200. —

Die Steigerungsgedinge liegen 10 Tage vor der Steigerung auf dem Konkursamt Laupen zur Einsichtnahme auf

Schloss-Laupen, den 12. August 1929. Konkursamt Laupen i. V.: A. Ramstein.

Kt. Bern *Konkursamt Laupen* (2178)
 I. Steigerung.

Im Konkursverfahren gegen **Hofmann, Gottfried**, Wirt, in Courtepin, gelangen Mittwoch, den 25. September 1929, nachmittags von 4 Uhr an, in der Wirtschaft zum «Hirschen» in Münchenwiler, an eine erste öffentliche Steigerung folgende Liegenschaften:

Einwohnergemeinde Münchenwiler.

Die Wirtschaftsbesitzung zum Hirschen in Münchenwiler, umfassend:

Grundbuchblatt Nr. 104, Plan Blatt 5.

1. Ein Wohnhaus mit Wirtschaft und Scheune, unter Nr. 22 für Fr. 21,900. — brandversichert.
2. Eine Trinkhalle, unter Nr. 22 A für Fr. 1000. — brandversichert.
3. Ein Tanzsaalgebäude, unter Nr. 22 B für Fr. 9500. — brandversichert.
4. An Hausplätzen, Hofraum, Garten, Felspartie, Wiese, Obstgarten und Bord 81,75 Aren.

Grundbuchblatt Nr. 103, Plan Blatt 2.

5. Einen Acker im Grand Bois Domenge von 9,15 Aren.

Grundbuchblatt Nr. 105, Plan Blatt 5.

6. Eine Wiese im Dorf Münchenwiler von 62,62 Aren.

Grundbuchblatt Nr. 146, Plan Blatt 6.

7. Ein Stück Ackerland in der Hohlungasse von 36,80 Aren. Die Grundsteuerschätzung beträgt zusammen Fr. 43,810. — Die amtliche Schätzung beträgt Fr. 33,500. —

Die Steigerungsgedinge liegen 10 Tage vor der Steigerung auf dem Konkursamt Laupen zur Einsichtnahme auf

Schloss-Laupen, den 12. August 1929. Konkursamt Laupen i. V.: A. Ramstein.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe
 (B.-G. 295—297 und 800.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers
 (L. P. 295—297 et 800.)

Den nachbenannten Schuldner ist für die Dauer von zwei Monaten eine Nachlassstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzulegen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Eine Gläubigerversammlung ist auf den unten hierfür bezeichneten Tag einberufen. Die Akten können während zehn Tagen vor der Versammlung eingesehen werden.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire de deux mois.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Une assemblée des créanciers est convoquée pour la date indiquée ci-dessous. Les créanciers peuvent prendre connaissance des pièces pendant les dix jours qui précèdent l'assemblée.

Kt. Bern *Konkurskreis Konolfingen* (2184)

Schuldnerin: Firma **Gebrüder Balsiger, Gottfried und Ernst**, Mechaniker, in Münsingen, nun wohnhaft ersterer in Seebach, der zweite in Uzwil.

Datum der Stundungsbewilligung durch Urteil des Gerichtspräsidenten von Konolfingen: 7. August 1929.

Sachwalter: **Paul Keller**, Fürsprecher, Waisenhausplatz 4, Bern.
 Eingabefrist: Bis und mit 5. September 1929 beim Sachwalter. Der Schuldgrund ist genau anzugeben. Es sind auch die geschäftlichen Verbind-

lichkeiten anzumelden, die formell auf den Namen eines der Gesellschaftsleiter lauten. (Art. 563 O.R.).

Gläubigerversammlung: Montag, den 16. September 1929, nachmittags 4 Uhr, in die Wirtschaft zur Traube, in Münsingen.

Aktenauflage: Während 10 Tagen vor der Versammlung im Bureau des Sachwalters.

Kt. Obwalden Konkursamt Obwalden in Sarnen (2179)

Schuldner: Monaco, Giuseppe, Comestibles, Sarnen.
Datum der Stundungsbewilligung: 10. August 1929.

Sachwalter: Dr. L. Kathriner, Konkursbeamter, Sarnen.
Eingabefrist: Bis und mit 5. September 1929 beim Sachwalter.

Gläubigerversammlung: Montag, den 30. September 1929, nachmittags 2 Uhr, im Restaurant «Flora», Luzern.

Aktenauflage: Vom 20. September an beim Sachwalter.

Verlängerung der Nachlassstundung — Prolongation du sursis concordataire

(B.-G. 295, Abs. 4.) (L.P. 295, al. 4.)

Kt. Bern Konkurskreis Interlaken (2186)

Durch Verfügung des Nachlassrichters von Interlaken vom 2. August 1929 abhin wurde die Nachlassstundung Urfer-Mühlemann, Marg., Wwe., Tuch- und Bettwarengeschäft, in Bönigen, bis und mit dem 4. Oktober künftig verlängert.

Der Sachwalter: Ruel, Notar.

Kt. Thurgau Bezirksgericht Bischofszell (2187)

Gemäss Beschluss des Bezirksgerichts Bischofszell vom 12. August 1929 wird dem Forster, Jakob, Zwirner, in Amriswil, die unterm 31. Mal 1929 gewährte Nachlassstundung um zwei Monate, d. h. bis 30. September 1929, verlängert.

Bischofszell, den 14. August 1929.

Gerichtskanzlei Bischofszell.

Verhandlung über den Nachlassvertrag

(B.-G. 304 und 317.)

Délibération sur l'homologation de concordat

(L.P. 304 et 317.)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen. Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Luzern Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt (2188/9)

Schuldnerin: Firma Bähler & Cie., Kolonialwaren- und Delikatessengeschäft, Obergrundstrasse 71, Luzern.

Tag, Stunde und Ort der Verhandlung: Montag, den 2. September 1929, nachmittags 4 Uhr, im Amtsgerichtsgebäude in Luzern.

Luzern, den 13. August 1929.

Der Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt, als erstinstanzliche Nachlassbehörde:

J. Kurzmeyer.

Schuldner: Sidler, Gaston, Kaufhaus, Waldstätterstrasse 18, Luzern.

Tag, Stunde und Ort der Verhandlung: Montag, den 2. September 1929, nachmittags 5 Uhr, im Amtsgerichtsgebäude, in Luzern.

Luzern, den 13. August 1929.

Der Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt, als erstinstanzliche Nachlassbehörde:

J. Kurzmeyer.

Ct. de Fribourg Tribunal de l'arr. de la Gruyère, à Bulle (2180)

Débitrice: Niquille, Marie, Vve., négociante, Charmey.
Jour, heure et lieu de l'audience: Lundi 19 août 1929, 10 heures, salle du Tribunal, Bulle.

Bulle, le 12 août 1929.

Le président: J. Delatena.

Kt. Schaffhausen Bezirksgericht Oberklettgau in Schaffhausen (2181)

Nachlassschuldner: Hoffstetter, Heinrich, Wirt und Metzger, zum Gemeindehaus, in Neunkirch.

Tag und Stunde der Verhandlung: Samstag, den 24. August 1929, vormittags 8 Uhr, im Gemeindehaus, 1. Stock, in Neunkirch.

Schaffhausen, den 12. August 1929.

Der Gerichtsschreiber:

Dr. M. Jenny.

Bestätigung des Nachlassvertrages — Homologation du concordat

(B.-G. 308.) (L.P. 308.)

Kt. Zürich Bezirksgericht Winterthur (2182)

Mit Beschluss vom 28. Juni 1929 hat das Bezirksgericht Winterthur den von Christen, Pius, Kaufmann, Zürcherstrasse 63, in Winterthur, mit seinen Gläubigern abgeschlossenen Nachlassvertrag gerichtlich bestätigt und auch für die nicht zustimmenden Gläubiger verbindlich erklärt. Dieser Beschluss ist in Rechtskraft erwachsen.

Winterthur, den 9. August 1929.

Kanzlei des Bezirksgerichtes Winterthur,

Der Substitut des Gerichtsschreibers:

D. Wick.

Kt. Luzern Amtsgerichtsvizepräsident von Hochdorf (2190)

Schuldner: Disler, Wilhelm, Industrie- und Handelsprodukte, und Firma Franziska Disler geb. Hauser, Schuhcreme, Bodenwische und Lederfett, in Baldegg, Hochdorf.

Datum des Entscheides: 6. August 1929.

Hitzkirch, den 13. August 1929.

Der Sachwalter:

X. Bühlmann, Konkursbeamter.

Ct. de Fribourg Office des faillites de la Sarine, à Fribourg (2191)

Failli: Rétornaz, Oscar, ci-devant Hôtel de la Croix Blanche, à Marly-le-Grand.

Date de l'homologation du concordat par abandon de biens: 12 août 1929.

Fribourg, le 13 août 1929.

Le préposé: Ziegenbalg.

Kt. Aargau Bezirksgericht Aarau (2185)

Das Bezirksgericht Aarau hat unterm 25. Juli 1929 den von Mathys-Schneider, Emil, Kaufmann, in Kättigen, mit seinen Gläubigern auf der Basis von 25 % abgeschlossenen Nachlassvertrag, zahlbar binnen 2 Mo-

naten nach Eintritt der Rechtskraft des Nachlassvertrages, bestätigt. Der Entscheid ist am 10. August 1929 rechtskräftig geworden.

Verschiedenes — Divers

Kt. Bern Richteramt II von Bern (2192)

Das durch Grimm, Emil, mechanische Werkstätte, Breitfeldstrasse Nr. 53, in Bern, beim Richteramt II Bern eingereichte Nachlassstundungsgesuch wurde heute zurückgezogen.

Bern, den 13. August 1929.

Der Gerichtspräsident II: Rölller.

Kt. Bern Betreibungsamt Bern-Land (2183)

Steigerungswiderruf.

Die im Grundpfandverwertungsverfahren gegen Eggemann, Ernst & Gottfr., Kaufmann, in Bern, auf Donnerstag, den 10. Oktober 1929, nachmittags 15 Uhr, ins Restaurant Neuhaus, Liebefeld, angeordnete Liegenschaftsteigerung findet infolge Rückzugs nicht statt.

Bern, den 9. August 1929.

Betreibungsamt Bern-Land I. V.:

Martz.

Kt. Luzern Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt (2193)

Der Vizepräsident des Amtsgerichts von Luzern-Stadt hat als Konkursrichter in Sachen der Firma Schweizer & Co., A. G., in Luzern, betreffend Aufhebung der Konkursöffnung nach Art. 657 O.R. in Erwägung gezogen:

Erkennt:

1. Der A. G. Schweizer & Co. in Luzern wird zur Sanierung ihrer Verhältnisse eine Stundung bewilligt bis 8. November 1929.

2. Während dieser Zeit dürfen gegen die Schuldnerin Betreibungen weder angehoben noch fortgesetzt werden.

3. Als Kurator wird ernannt: Herr Dr. Ludwig Achermann, Advokat, Kasernenplatz 2, Luzern.

4. Der Kurator erhält den Auftrag:

a) Die nötigen Massnahmen zur Feststellung und Erhaltung des Vermögens der Schuldnerin zu treffen;

b) den Geschäftsbetrieb zu beaufsichtigen (vergl. Ziff. 5 unten);

c) einen Vermögensstatus aufzunehmen und die Verantwortlichkeit und Solvenz der Organe der Schuldnerin zu prüfen;

d) bis längstens den 8. November 1929 Bericht zu erstatten über die Verhältnisse der Schuldnerin und die Gründe der Ueberschuldung und insbesondere sich darüber auszusprechen, ob und wie eine Sanierung möglich sei und ob eine konkursamtliche Liquidation, evtl. durch Abschluss eines aussergerichtlichen Nachlassvertrages, mit Vorteil für die Gläubiger vermieden werden könne.

5. Der gesamte Geschäftsbetrieb der Schuldnerin wird unter die Aufsicht des Kurators gestellt. Den Organen der Schuldnerin ist die Ausübung ihrer Vertretungsbefugnis bei allen geschäftlichen Handlungen nur mit schriftlicher Zustimmung des Kurators gestattet. Es wird der Schuldnerin insbesondere untersagt, neue Verbindlichkeiten einzugehen, Zahlungen zu leisten oder Aktiven zu veräussern oder zu belasten, soweit es sich dabei nicht um dringliche oder vorteilhafte Abwicklungen handelt. Auch für alle diese Geschäfte ist die Zustimmung des Kurators notwendig.

Zu widerhandlung gegen diese Beschränkungsbestimmungen würde Verfolgung wegen Ungehorsams gegen eine amtliche Verfügung nach sich ziehen; ferner wird es dem Kurator zur Pflicht gemacht, von jedem Zuwiderhandlungsfalle dem Konkursrichter Mitteilung zu machen, zwecks Widerruf der Stundung.

6. Dieser Entscheid ist der Schuldnerin, dem bestellten Kurator und dem Betreibungsamt Luzern schriftlich zuzufertigen. Den Gläubigern ist davon durch einmalige Publikation des Dispositives im Luzerner-Kantonsblatt und Schweizerischen Handelsamtsblatt Kenntnis zu geben.

7. Kosten zu Lasten der Schuldnerin.

Luzern, den 10. August 1929.

Der Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt:

J. Kurzmeyer.

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Zürich — Zurich — Zurigo

1929. 2. März. Sennereigenossenschaft Gyrenbad, in Hinwil (S. H. A. B. Nr. 143 vom 20. Juni 1918, Seite 997). Diese Genossenschaft hat sich aufgelöst und die Liquidation durchgeführt und wird mit Ermächtigung der kantonalen Aufsichtsbehörde nebst den Unterschriften der Vorstandsmitglieder Johannes Honegger, Fritz Beyeler und Theophil Bachmann im Handelsregister gelöscht.

2. März. Unter dem Namen Sennereigenossenschaft Gyrenbad besteht, mit Sitz in Gyrenbad-Hinwil, eine Genossenschaft von Landwirten, welche in der Schulgemeinde Gyrenbad eigene Heimwesen besitzen. Die Statuten wurden in der Generalversammlung vom 11. Dezember 1920 festgelegt. Die Genossenschaft bezweckt die Hebung der Milchverwertung durch den Betrieb einer Käserei. Die Mitglieder sind verpflichtet, ihre verwertbare Milchproduktion nur in die Genossenschaftshütte zu liefern. Neue Mitglieder können jederzeit gegen Entrichtung einer Eintrittsgebühr von Fr. 20 auf schriftliche Anmeldung hin durch Beschluss der Genossenschafterversammlung aufgenommen werden. Beim Verkaufe eines Heimwesens geht auch der Hüttenanteil an den neuen Käufer über, welcher Genossenschafter wird, nachdem er schriftlich seinen Beitritt erklärt hat. Der Austritt kann jederzeit unter Beobachtung einer halbjährlichen schriftlichen Kündigung und Bezahlung eines Austrittsgeldes von Fr. 50 erfolgen. Statutarische Beiträge werden von den Mitgliedern nicht erhoben. Zur Bestreitung der Ausgaben bezieht die Genossenschaft von dem jeweiligen Milchkäufer einen Hüttenzins von 50 Rappen pro 100 Kilo eingelieferter Milch. Im Bedarfsfalle kann der Hüttenzins durch Beschluss der Generalversammlung erhöht werden. Ein allfällig über die Verzinsung der Passiven und die Deckung aller laufenden Ausgaben hinaus sich ergebender Einnahmenüberschuss kann ganz oder teilweise zur Amortisation von Passiven verwendet oder auf Beschluss der Generalversammlung an die Mitglieder verteilt werden. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften die Mitglieder persönlich und solidarisch. Ein Vorstand von 3 Mitgliedern vertritt die Genossenschaft nach aussen und es führen Präsident und Aktuar kollektiv die rechtsverbindliche Unterschrift. Der Vorstand besteht zurzeit aus: Gottfried Kägi, Präsident; Hans Honoger, Aktuar, und Otto Schaufelberger, Quästor, alle Landwirte, von Hinwil, in Gyrenbad-Hinwil.

30. Juli. Unter der Firma «Awerag», Auto-Werkhof A.-G. hat sich, mit Sitz in Zürich und auf unbestimmte Dauer, am 9. Juli 1929 eine Aktiengesellschaft gebildet. Zweck der Gesellschaft ist die Betätigung aller mit Kraftfahrzeugen zusammenhängenden Geschäfte, insbesondere aber Einrichtung und Betrieb einer Auto-Börse, An- und Verkauf von Fahrzeugen, Betriebsstoffen, Zubehörsachen, auf eigene oder fremde Rechnung oder nur als Vermittler, Uebernahme von Autotransporten aller Art von Personen und Sachen, sowie die Ausführung aller mit dem Transportwesen zusammenhängenden Geschäfte, Vermietung von Kraftfahrzeugen, Garagierung, Einrichtung und Betrieb von Werkstätten der Autobranche jeder Art. Die Gesellschaft kann Filialen und Niederlassungen errichten und sich an ähnlichen oder gleichen Unternehmen beteiligen. Das Aktienkapital beträgt Fr. 20,700 und ist eingeteilt in 107 Aktien der Kategorie A zu Fr. 100 und 20 Aktien der Kategorie B zu Fr. 500, alle auf den Namen lautend und voll liberriert. Die Aktien der Kategorie B geniessen ein sechsprozentiges, kumulatives Dividendenprivileg. In Anrechnung auf das Grundkapital werden gemäss Kaufverträgen vom 8. Juli 1929 als Apports übernommen: a) von August G. Beier, in Zürich; vier gebrauchte Autos zum Uebernahmepreis von Fr. 7700, zahlbar durch die Uebergabe von 7 Aktien B zu Fr. 500 und 42 Aktien A zu Fr. 100, welche voll liberriert sind; b) von Erwin von Känel, in Zürich, ein gebrauchtes Auto zum Uebernahmepreis von Fr. 7500, zahlbar durch Uebergabe von 7 Aktien B zu Fr. 500 und 40 Aktien A zu Fr. 100, welche ebenfalls voll liberriert sind. Publikationsorgan der Gesellschaft ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat kann weitere Publikationsorgane bestimmen. Der Verwaltungsrat von 1—7 Mitgliedern bestimmt die unterschiftsberechtigten Personen, sowie die Art der Zeichnung. Er besteht aus: Dr. René Kägi, Rechtsanwalt, von Zürich, in Höngg, Präsident; Henri August Favre, von Le Locle, stud. jur., in Leipzig, Vizepräsident; Erwin von Känel, Kaufmann, von Reichenbach (Bern), in Zürich, und August G. Beier, Kaufmann, von und in Zürich. Der Präsident führt je mit einem der übrigen Mitglieder des Verwaltungsrates kollektiv die rechtsverbindliche Unterschrift namens der Gesellschaft. Geschäftslokal: Gartenstrasse 12, Zürich 2.

Bern — Berne — Berna

Bureau Bern

1929. 9. August. Lorenzen-Turbinen-Aktiengesellschaft, mit Sitz in Bern (S. H. A. B. Nr. 225 vom 28. September 1925, Seite 1631). Die Unterschrift von Direktor Walter Bleistein ist erloschen.

Wirtschaft. — 9. August. Die Firma Ernst Dübi, Wirtschaft zur Hähnelistube, in Bern (S. H. A. B. Nr. 272 vom 19. November 1928, Seite 2197), ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen.

Holzhandel. — 10. August. Die Kollektivgesellschaft Michel et Saugy, Holzhandel, mit bisherigem Sitz im Liebefeld (Gde. Köniz) (S. H. A. B. Nr. 16 vom 21. Januar 1929, Seite 141), hat den Sitz der Gesellschaft nach Bern verlegt. Der Gesellschafter Walter Michel hat seinen Wohnsitz von Yverdon nach Bern verlegt. Das Geschäftslokal befindet sich nun Fischermättelweg 2, Bern.

10. August. Die Firma Fr. Widmer, Metzger, Neubrücke (Gemeinde Bremgarten) (S. H. A. B. Nr. 270 vom 16. November 1928, Seite 2182), ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

Musikapparate usw. — 10. August. Die Firma Emil Schildknecht, in Bern, Handel und Fabrikation von Musikapparaten, Platten und dergl. (S. H. A. B. Nr. 65 vom 19. März 1929, Seite 562), wird infolge Konkurses von Amtes wegen gelöst.

10. August. Unter der Firma Bernische Verwertungsgenossenschaft für Eier und Geflügel (B. V. E. G.) ist auf unbeschränkte Zeit, mit Sitz in Bern, eine Genossenschaft gegründet worden. Die Statuten datieren vom 13. Juli 1929. Die Genossenschaft bezweckt die Förderung der Nutzgeflügelhaltung. Sie sucht diesen Zweck zu erreichen durch den Absatz und die Verwertung von inländischen Eiern und andern Produkten der Geflügelhaltung, Herstellung und Vertrieb von preiswürdigen Futtermitteln für Geflügel. Durch Beschluss der Generalversammlung kann die Tätigkeit der Genossenschaft auch auf andere Gebiete ausgedehnt werden. Mitglieder der B. V. E. G. können werden: der Schweiz. Geflügelzuchtverein, Verbände, Genossenschaften und andere Organisationen, die sich mit der Eierverwertung befassen, oder welche die Bestrebungen der B. V. E. G. unterstützen. Nicht aufgenommen werden örtliche, dem Schweiz. Geflügelzuchtverein nicht angehörende Geflügelzuchtorganisationen. In besonderen Fällen können vom Vorstände auch Einzelpersonen, die sich mit der Geflügelzucht oder Eierproduktion befassen, aufgenommen werden. Verbände usw. und Personen, die in den an den Kanton Bern angrenzenden Gebieten Sitz haben, können, sofern die erwähnten Voraussetzungen erfüllt sind, ebenfalls aufgenommen werden. Die Aufnahme erfolgt auf schriftliche Anmeldung bin durch den Vorstand und durch Uebernahme von mindestens 1 auf den Namen lautenden Anteilschein von Fr. 100. Ueber die Zahl der zu zeichnenden Anteilscheine entscheidet der Vorstand. Die Anzahl der Anteilscheine, welche ein Mitglied besitzen darf, ist unbeschränkt. Die Anteilscheine sind übertragbar; die Uebertragung bedarf der schriftlichen Anzeige an den Vorstand. Die Verzinsung der Anteilscheine darf 5% nicht überschreiten. Jedes Mitglied ist verpflichtet, die Interessen der Genossenschaft zu wahren und sich den Statuten, sowie den Beschlüssen und Anordnungen der Genossenschaftsorgane zu fügen. Die Mitgliedschaft erlischt durch den Austritt und den Ausschluss; ferner bei Kollektivmitgliedern durch die Auflösung und bei Einzelmitgliedern durch Aufgabe der Geflügelhaltung oder durch den Tod. Der Austritt kann nur mittelst einer an den Vorstand gerichteten schriftlichen Erklärung, unter Einhaltung einer dreimonatlichen Kündigungsfrist auf Ende eines Geschäftsjahres erfolgen. Mitglieder, die den Interessen der B. V. E. G. zuwiderhandeln, können vom Vorstand ausgeschlossen werden. Den Ausgeschlossenen steht das Recht zu, innerhalb 4 Wochen nach Zustellung des Beschlusses durch den Vorstand an die Generalversammlung zu rekurrieren. Dem Rekurs kommt aufschiebende Wirkung zu. Die ausgeschlossenen Mitglieder haben keinen Anspruch auf das Genossenschaftsvermögen. Die Anteilscheine können erst nach 3 Jahren seit der Austrittserklärung oder dem Ausschluss, bei welchem das Datum der Vorstandssitzung resp. der Generalversammlung massgebend ist, zurückbezahlt werden, und zwar nach dem innern Wert, im Maximum zum Nominalwert; für die Berechnung fällt die abgelegte letzte Bilanz vor dem Ausscheiden in Betracht. Für die Verpflichtungen der Genossenschaft haftet nur deren Vermögen; jede persönliche Haftbarkeit der Mitglieder ist ausgeschlossen. Die Genossenschaft beschafft sich die zum Betriebe notwendigen Mittel durch Ausgabe von Anteilscheinen, durch allfällige Beiträge der Mitglieder und durch ihre Geschäftstätigkeit. Die Bilanz wird gemäss den Bestimmungen von Art. 656 O. R. aufgestellt. Ueber die Verwendung der Rechnungüberschüsse, die nach Deckung der Ausgaben und nach Vornahme der notwendigen Abschreibungen verbleiben, entscheidet die Generalversammlung. In erster

Linie soll eine Reserve angelegt und geäußert werden. Die Organe der Genossenschaft sind: die Generalversammlung, der Vorstand mit 7—11 Mitgliedern, die Rechnungsrevisoren. Zurzeit besteht der Vorstand aus: Max Dällenbach, von Otterbach, Oekonom, Waldau bei Bern, als Präsident; Alexander Dick, von Grossaffoltern, Beamter der S. B. B., Gartenstadt Liebefeld, als Vizepräsident; Fritz Häberli, von Münchenbuchsee, Geflügelzüchter, in Allmendingen bei Bern, als Aktuar; Fritz Zimmerli, von Oftringen (Kanton Aargau), Direktor, in Bern; Paul Tribolet, von Tschugg, Geschäftsführer, in Bern; Hans Flück, von Oberried, Tierarzt, in Untersseen; Karl Rüfenacht, von Langnau, Betriebsleiter, in Murten, und Johann Iseli, von Jegenstorf, Vorsteher, in Burgdorf, als weitere Mitglieder. Namens der Genossenschaft führen der Präsident oder der Vizepräsident gemeinsam mit dem Sekretär die rechtsverbindliche Unterschrift. Als Verwalter mit Einzelprokura wurde gewählt: Arthur Fischer, von Brienz, Kaufmann, in Burgdorf. Geschäftsdomizil: Maulbeerstrasse Nr. 7, Bern.

Bureau Biel

Uhrenfabrikation. — 6. August. Arthur Jeanneret, Vater, und Marcel Arthur Jeanneret, Sohn, von Travers, beide in Biel, haben unter der Firma A. Jeanneret & Fils sen., mit Sitz in Biel, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. August 1929 begonnen hat. Uhrenfabrikation. Industriergasse 10.

8. August. Die Aktiengesellschaft unter der Firma Aiguilles S. A., Zeigerfabrikation, mit Sitz in Biel (S. H. A. B. Nr. 119 vom 25. Mai 1929, Seite 1075), hat in ihrer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre vom 1. August 1929 durch eine Statutenrevision ihre Firma abgeändert in Fabrique d'Aiguilles de Montres Mercuria S. A. Die übrigen publizierten Tatsachen bleiben unverändert.

Bureau Fraubrunnen

Viehhandel. — 26. Juli. Inhaber der Firma Rudolf Studer, in Grafenried, ist Rudolf Studer, von und in Grafenried. Gross- und Kleinviehhandel.

Hotel. — 31. Juli. Die Firma Jean Gerber, Wirth, in Bätterkinden (S. H. A. B. Nr. 129 vom 10. April 1929, Seite 515), ändert die Natur des Geschäfts ab in Betrieb des Hotels zum Kreuz in Bätterkinden. Die Weinhandlung wird nicht mehr betrieben.

7. August. Die Firma Fritz Hofer, Wirt, Speisewirtschaft und Schweine Metzgerei, in Münchenbuchsee (S. H. A. B. Nr. 219 vom 2. September 1907, Seite 1533), ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

Mechanische Werkstätte. — 9. August. Die Firma Fritz Bossard, mechanische Werkstätte, in Moosseedorf (S. H. A. B. Nr. 37 vom 14. Februar 1924, Seite 253), ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

Bureau Laupen

9. August. Aus dem Vorstand der Käseigenossenschaft Mauss, mit Sitz in Mauss (Gemeinde Mühleberg) (S. H. A. B. Nr. 152 vom 3. Juli 1928, Seite 1236), ist ausgeschieden der Präsident Alfred Messer; seine Unterschrift ist erloschen. An dessen Stelle wurde in der Hauptversammlung vom 16. Juli 1928 als Präsident gewählt der bisherige Beisitzer Ernst Chätelain, von Burg, Landwirt, in Mauss. Als Beisitzer wurde in der Hauptversammlung vom 15. Juli 1929 gewählt Fritz Hänggeli, von Mühleberg, Landwirt am Stegrain (Gem. Rosshäusern). Präsident und Sekretär zeichnen kollektiv.

Schaffhausen — Schaffhouse — Sciaffusa

Berichtigung. Aktiengesellschaft für Bank- und Industrie-Unternehmungen, mit Sitz in Schaffhausen (S. H. A. B. Nr. 168 vom 22. Juli 1929, Seite 1518). Der Name des erstgenannten Mitgliedes des Verwaltungsrates heisst richtig Carlo Mollwo, nicht Mellwo.

1929. 10. August. Die Firma Sebastian Goldinger, Käser, Milch-, Butter-, Käse- und Spezereihandlung, in Neuhausen (S. H. A. B. Nr. 99 vom 29. April 1927, Seite 786), ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen.

Appenzell A.-Rh. — Appenzell-Rh. ext. — Appenzello est.

Wirtschaft, Bäckerei, Stroh usw. — 1929. 10. August. Die Firma Gustav Tobler, z. Bären, Wirtschaft und Bäckerei, Stroh- und Schweinehandlung, in Teufen (S. H. A. B. Nr. 214 vom 13. Juni 1900, Seite 860), ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

Wirtschaft, Bäckerei usw. — 10. August. Inhaber der Firma Emil Heilerle, in Teufen, ist Emil Heilerle, von Gais, wohnhaft in Teufen. Wirtschaft, Bäckerei und Landwirtschaft. Zum «Bären», Schlatterlehnen 1128.

St. Gallen — St-Gall — San Gall

Spenglerei usw. — 1929. 8. August. Inhaber der Firma Ludwig Meister, in Rorschach, ist Ludwig Meister, von Wittenbach (St. Gallen), in Rorschach. Spenglerei und Installationen; Blumenstrasse 3.

Chemisches Laboratorium usw. — 9. August. Die Aktiengesellschaft unter der Firma Chima S. A., in St. Gallen C. (S. H. A. B. Nr. 145 vom 23. Juni 1928, Seite 1239), meldet die Verlegung des Geschäftslokales nach Sonnengartenstrasse 6.

Stickerereien. — 9. August. Der Inhaber der Firma R. Amacker, Stickerexport, in St. Gallen (S. H. A. B. Nr. 259 vom 5. November 1914, Seite 1702), meldet die Verlegung des Geschäftslokales nach Vadianstrasse 27.

Kunstgewerbliche Werkstätte. — 9. August. Der Inhaber der Firma Biöschler Anton, kunstgewerbliche Werkstätte (Edelmetall-Arbeiten), in St. Gallen (S. H. A. B. Nr. 101 vom 18. April 1921, Seite 775), meldet die Verlegung des Geschäftslokales nach Teufenerstrasse 2.

9. August. Werbedienst A.-G. (Service de Publicité S. A.), in St. Gallen C. (S. H. A. B. Nr. 49 vom 28. Februar 1929, Seite 418). Die Prokura des Hans Gfeller ist erloschen.

Schreinerei usw. — 9. August. Georg Reich, Bau- und Möbelschreinerei, in Degersheim (S. H. A. B. Nr. 172 vom 26. Juli 1929, Seite 1554). Die Prokura des Fritz Zbinden ist erloschen.

9. August. Löschung von Amtes wegen auf Grund der Verfügung der kantonalen Aufsichtsbehörde für Schuldbetreibung und Konkurs vom 2. August 1929.

Die Genossenschaft unter der Firma Freiwillige Schweizerische Alters- & Invalidenkasse, in St. Gallen (S. H. A. B. Nr. 71 vom 20. März 1913, Seite 499), ist infolge Auflösung und durchgeführter Liquidation erloschen.

Graubünden — Grisons — Grigioni

Weinhandlung, Landwirtschaft. — 1929. 9. August. Inhaber der Firma Jakob Valär, in Davos-Platz, ist Jakob Valär, von Davos-Platz, wohnhaft in Davos-Platz. Die Firma erteilt Einzelprokura an Joseph Mumprecht, von Herzogenbuchsee (Bern), in Davos-Platz. Weinhandlung und Landwirtschaft. Bahnhofstrasse.

Aargau — Argovie — Argovia

1929. 10. August. Die Aktiengesellschaft für Textil-Industrie-Produkte (Sapit) Baden (Société anonyme pour les produits de l'industrie textile [Sapit] Baden), mit Sitz in Baden (S. H. A. B. 1929, Seite 1498), hat ihre Firma abgeändert in Aktiengesellschaft für Textil-Industrie-Produkte (Texta) Baden (Société anonyme pour les produits de l'industrie textile [Texta] Baden). In der Generalversammlung vom 31. Juli 1929 wurden die Statuten diesbezüglich revidiert.

Thurgau — Thurgovie — Turgovia

Fabrikation von Fenstern, Türen usw. — 1929. 10. August. Inhaber der Firma Johann Paul Sigris, Mech. Glaserei, in Steckborn, ist Johann Paul Sigris, von Rafz (Zürich), in Steckborn. Fabrikation von Fenstern, Türen usw.

Müllerei, Futterwaren. — 10. August. Inhaber der Firma Johann Angehrn, in Baumühle-Roggwil, ist Johann Angehrn, von Muolen (St. Gallen), in Baumühle-Roggwil. Müllerei und Handel in Futterwaren.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Cevio (distretto di Vallemaggia)

Albergo. — 1929. 9 agosto. La ditta Arnoldo Franzoni, Hôtel du Glacier Franzoni, in Bignasco (F. o. s. di c. del 9 agosto 1920, n° 204, pagina 1532), è cancellata ad istanza del titolare, per avvenuta cessione dell'azienda stessa.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau d'Oron

Hôtel. — 1929. 9 août. La raison L. Gavillet, à Oron-la-Ville, exploitation de l'Hôtel de Ville (F. o. s. du c. du 20 décembre 1916), est radiée d'office, ensuite du décès du titulaire.

Hôtel. — 9 août. Le chef de la maison Marie Gavillet, à Oron-la-Ville, est Marie fille de Jean-Gottfried Wenger, veuve de Léon Gavillet, de Peney-le-Jorat, domiciliée à Oron-la-Ville. Exploitation de l'Hôtel de Ville.

Hôtel. — 9 août. La raison Valentine Volet, à Châtillens, exploitation de l'Hôtel de la Gare de Châtillens (F. o. s. du c. du 17 décembre 1924), est radiée d'office ensuite du départ du titulaire.

Auberge. — 9 août. La raison Th. Mosser, à Palézieux, exploitation de l'auberge communale (F. o. s. du c. du 2 octobre 1916), est radiée ensuite de faillite du titulaire.

Commerce de lait. — 9 août. La raison Maillard Alphonse, à La Rogivue, achat et vente du lait et de ses produits (F. o. s. du c. du 6 août 1900), est radiée d'office ensuite du départ du titulaire.

Charcuterie. — 9 août. La raison Alf. Wulliamoz, aux Thioleyres, charcuterie (F. o. s. du c. du 4 septembre 1909), est radiée d'office, ensuite du décès du titulaire.

Bureau de Vevey

Combustibles. — 9 août. La société en nom collectif Maillard et Terretaz, à Vevey, exploitation d'un commerce de combustibles en gros et détail (F. o. s. du c. des 20 mars 1928, n° 67, page 551, et 3 avril 1928, n° 79, page 661), est dissoute et radiée. L'actif et le passif sont repris par la maison « Ephyse Terretaz », au dit lieu.

Le chef de la raison Ephyse Terretaz, à Vevey, est Ephyse-Camille-Aloÿs, fils de François-Aloÿs Terretaz, originaire de Volleges (Valais), domicilié à Vevey. La maison reprend l'actif et le passif de la société en nom collectif « Maillard et Terretaz » radiée. Combustibles en gros et détail. Chantier et bureau: rue de la Poste n° 4.

Programm der Prüfungen

Zur Erlangung des eidgenössischen Diploms für beeidigte Gold- u. Silberprobierer abgehalten im Oktober 1929 in Zürich

Das eidgenössische Finanzdepartement bringt den Beteiligten zur Kenntnis, dass Prüfungen zur Erlangung des eidgenössischen Diploms für beeidigte Gold- und Silberprobierer (Essayeurs-jurés) vom 7. Oktober 1929 an, an der eidgenössischen technischen Hochschule (chemisches Laboratorium), in Zürich, stattfinden werden unter der Leitung der Herren C. Savoie, Direktor des eidgenössischen Amtes für Gold- und Silberwaren in Bern, Präsident, Dr. W. D. Treadwell, Professor an der eidg. technischen Hochschule in Zürich, und G. Steiner, Chef des Kontrollamtes für Gold- und Silberwaren in La Chaux-de-Fonds.

Die Kandidaten, welche an diesen Prüfungen teilzunehmen wünschen, haben sich beim eidgenössischen Amt für Gold- und Silberwaren in Bern bis 15. September nächsthin anzumelden. Sie haben ihren Anmeldungsschreiben Zeugnisse beizufügen, aus denen zu ersehen ist, welche Schulen sie besucht und welche wissenschaftlichen und technischen Studien sie betrieben haben. Im ferneren wird ein amtliches Zeugnis über guten Leumund verlangt.

Jeder Kandidat hat bei Beginn der Prüfungen die regulatorische Gebühr von Fr. 20 zu entrichten.

Das nötige Material wird den Kandidaten zur Verfügung gestellt; immerhin ist es ihnen gestattet, sich auf Wunsch ihrer eigenen Probierwagen, sowie der eigenen, ihnen vertraut gewordenen Werkzeuge zu bedienen. Jeder Kandidat hat sich mit den erforderlichen Probiergewichten zu versehen.

Die mündliche Prüfung umfasst:

Elemente der anorganischen Chemie, Nomenklatur und Formeln. Eigenschaften der Metalloide und wichtigsten in der Industrie verwendeten Metalle, sowie ihrer Verbindungen, Zusammensetzung und unterscheidende Merkmale der in Gewerbe und Kunst gebräuchlichen Metallegierungen, Grundzüge der qualitativen und quantitativen Analyse der Metallegierungen auf trockenem und nassem Wege. Theorie der Proben von gold- und silberhaltigen Erzen und Aschen. Beschreibung der Verfahren zur Unterscheidung von plattierten und galvanisierten Gegenständen und solchen mit einfacher Vergoldung oder Versilberung. Beschreibung der für die Proben angewendeten chemischen Reagenzien und Untersuchung ihrer Feinheit. Herstellung von chemisch reinem Gold und Silber. Theorie der Probenentnahmen. Theorie der Probierwagen. Rechnungsaufgaben über Proben und Legierungen. Kenntnis der Bundesgesetzgebung über Kontrollierung der Gold-, Silber- und Platinwaren und über den Handel mit Edelmetallen, sowie der bezüglichen Vollziehungsverordnungen. Allgemeine Kenntnis der ausländischen Gesetzgebung über Gold-, Silber- und Platinkontrolle.

Die Kandidaten werden je nach Wunsch deutsch oder französisch geprüft; sie sollen aber möglichst beide Sprachen kennen.

Sie werden in Gruppen eingeteilt; die mündliche Prüfung dauert für jede Gruppe wenigstens zwei Stunden.

Die praktische Prüfung umfasst:

Fünfzehn bis zwanzig Proben verschiedener Gold-, Silber- und Platinlegierungen auf trockenem und auf nassem Wege, sowie die Anwendung des Probiersteins. Die Silberproben auf nassem Wege sind ausschliesslich mittelst dieses Verfahrens, d. h. ohne vorherige Kupfellerungsprobe, auszuführen.

Für die Kupfellerungsproben wird eine Fehlergrenze von höchstens zwei Tausendstel für das Gold und fünf Tausendstel für das Silber eingeräumt und für die Proben auf nassem Wege (Silber) 1/4 Tausendstel.

Die Dauer der praktischen Prüfung ist für jede Gruppe auf 2 1/2 Tage festgesetzt.

Das Ergebnis beider Prüfungen (der mündlichen und der praktischen) wird durch eine der nachstehenden drei Noten ausgedrückt: gut, genügend, ungenügend. Wenn ein Kandidat in einer der beiden Prüfungen die Note « ungenügend » erhält, kann er nicht diplomiert werden. Dagegen wird er noch zweimal zu späteren Prüfungen zugelassen; wenn er das dritte Mal keinen Erfolg hat, gilt er als endgültig abgewiesen.

Für weitere Auskunft hat man sich an das eidgenössische Amt für Gold- und Silberwaren in Bern zu wenden.

Bern, den 10. August 1929. Eidgenössisches Finanzdepartement.

PROGRAMME DES EXAMENS

EN OBTENTION DU

DIPLOME FÉDÉRAL D'ESSAYEUR-JURÉ

POUR

LE CONTRÔLE DES MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT QUI AURONT LIEU A ZÜRICH, EN OCTOBRE 1929

Le Département fédéral des finances informe les intéressés que des examens en obtention du diplôme fédéral d'essayeur-juré auront lieu à l'Ecole polytechnique (laboratoire de chimie), à Zurich, dès le 7 octobre prochain, sous la direction de MM. C. Savoie, directeur du Bureau fédéral des matières d'or et d'argent, à Berne, président; le Dr. W.-D. Treadwell, professeur à l'Ecole polytechnique, à Zurich, et G. Steiner, essayeur-juré fédéral, chef du bureau de contrôle des ouvrages d'or et d'argent, à La Chaux-de-Fonds.

Les candidats qui désirent prendre part à ces examens, doivent se faire inscrire au Bureau fédéral des matières d'or et d'argent, à Berne, jusqu'au 15 septembre prochain. Ils joindront à leur demande d'admission des certificats, indiquant quelles écoles ils ont suivies et quelles ont été leurs études scientifiques et techniques. Ils devront également remettre un certificat officiel de bonne conduite.

Chaque candidat devra, en se présentant aux examens, verser la taxe réglementaire de 20 francs.

Le matériel nécessaire sera mis à la disposition des candidats; toutefois, ceux qui désirent se servir de leur balance d'essais ou des outils qui leur sont familiers, sont autorisés à le faire. Chaque candidat devra se munir d'une boîte de poids d'essais.

L'examen oral comprend:

Éléments de chimie inorganique. Nomenclature et formules. Propriétés des métalloïdes et des métaux les plus importants pour l'industrie, ainsi que de leurs combinaisons. Composition et caractère distinctifs des alliages les plus utilisés dans les arts. Principes d'analyse qualitative et quantitative des alliages de métaux, par voie sèche et par voie humide. Théorie de l'essai des minerais et des cendres aurifères et argentifères. Description des procédés employés pour distinguer les objets plaqués ou galonnés de ceux qui sont simplement dorés ou argentés. Description des agents chimiques employés pour les essais et recherche de leur pureté. Préparation de l'or et de l'argent chimiquement purs. Théorie sur les prises d'essais. Théorie de la balance. Exercices de calculs se rapportant aux essais et aux alliages. Connaissance des lois fédérales sur le contrôle des ouvrages d'or, d'argent et de platine et sur le commerce des métaux précieux, ainsi que de leurs règlements d'exécution. Connaissance générale des lois régissant le contrôle des matières d'or, d'argent et de platine à l'étranger.

Les candidats seront examinés en français ou en allemand selon leur désir, mais ils devront autant que possible connaître les deux langues.

Ils seront partagés en groupes; l'examen oral aura une durée de deux heures, au moins, pour chaque groupe.

L'examen pratique comprend:

Quinze à vingt essais de différents alliages d'or, d'argent et de platine, par voie sèche et par voie humide; en outre, l'emploi de la pierre de touche. Les essais d'argent par voie humide devront être effectués entièrement par ce procédé, c'est-à-dire sans essai préalable par coupellation.

Pour les essais par coupellation, il est accordé une tolérance maximum de 2 millièmes pour l'or et de 5 millièmes pour l'argent, et pour les essais par voie humide (argent), 1/2 millième.

L'examen pratique aura une durée de deux jours et demi pour chaque groupe.

Le résultat des deux examens (oral et pratique) sera exprimé par l'une des trois notes suivantes: « bien », « passable », « insuffisant ». Lorsqu'un candidat reçoit la note « insuffisant », dans l'un des deux examens, il ne peut être diplômé. Cependant, il peut se présenter encore deux fois à des examens ultérieurs; mais, si la troisième fois il ne réussit pas, il est considéré comme ayant définitivement échoué.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser au Bureau fédéral des matières d'or et d'argent, à Berne.

Berne, le 10 août 1929. Département fédéral des finances.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Espagne — Agio

L'agio dû au cas où les droits de douane, payables en or, sont acquittés en monnaie d'argent ou en billets de banque, a été fixé, pour la période du 11 au 20 août à 31,70 % (agio du 1^{er} au 10 août 32,03 %).

188. 14. 8. 29.

Internationaler Postgroverkehr — Service international des virements postaux

Ueberweisungskurse vom 14. August an — Cours de réduction à partir du 14 août

Belgien Fr. 72.35; Dänemark Fr. 138.50; Freie Stadt Danzig Fr. 101. —; Deutschland Fr. 123.85; Frankreich Fr. 20.37; Italien Fr. 27.25; Jugoslawien Fr. 9.15; Luxemburg Fr. 14.50; Niederlande Fr. 208.35; Oesterreich Fr. 73.90; Schweden Fr. 139.40; Tschechoslowakei Fr. 15.42; Ungarn Fr. 90.80; Grossbritannien Fr. 25.23.

Anpassung an die Kursschwankungen ist vorbehalten. — L'adaptation aux fluctuations des cours est réservée.

Ein- und Ausfuhr der wichtigsten Waren — Importation et exportation des principales marchandises

Januar-Juli — 1929 — Janvier-Juillet

Veröffentlicht durch die eidg. Oberzolldirektion — Publié par la Direction générale des Douanes fédérales

Main table with columns: Nahrungsmittel, Comestibles, Flachs, Hant, Jute, Ramie, etc., and Janvier-Juillet. It contains detailed trade data for various goods including grains, textiles, and metals.

* Tabak: Siehe am Schluss der Abschnitte I und II. — Tabac: Voir à la fin des rubriques I et II. — Vergleich unmöglich.

I. Einfuhr — Importation

Table with columns for 'Januar-Juli', 'Nettogewicht', 'Poids net', 'Janvier-juillet', and '1913', '1928', '1929'. It lists various categories like 'Machines und Fahrzeuge', 'Chemikalien und Oele', and 'Nahrungs- und Genussmittel'.

II. Ausfuhr — Exportation

Table with columns for 'Januar-Juli', 'Nettogewicht', 'Poids net', 'Janvier-juillet', and '1913', '1928', '1929'. It lists various categories like 'Nahrungs- und Genussmittel', 'Maschinen und Fahrzeuge', 'Chemikalien und Farbstoffe', and 'Mineralische Stoffe'.

Vergleich unmöglich. Ab 1. Februar 1929.

Annoncen-Regie
PUBLICITAS
 Schweizerische Annoncen-Expeditio A.-G.

Anzeigen — Annonces — Annunzi

Régie des annonces
PUBLICITAS
 Société Anonyme Suisse de Publicité

KAFFEE · HÄUTE · EXTRAKTE

IMPORTEURE

Verlangen Sie Verschiffung
 nach HAMBURG mit Schnelldampfern der
HAMBURG-AMERIKA LINIE

Ankünfte im Monat August/Oktober in Hamburg:

D. Holm am 24. Aug. erwartet
 M.S. General Osorio am 24. Aug. erwartet
 D. Bayern am 1. Okt. erwartet

Ausnahme - Durchfrachten
 nach jeder Schweizer Station **nur** durch

Steinacher & Rueff, Basel, Zürich

Frachtvertretung der Hamburg-Amerika Linie für den heimkommenden Verkehr von Mittel- und Südamerika

2686

Ramsei - Sumiswald - Huttwil - Bahn

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Freitag den 30. August 1929, nachmittags 3¼ Uhr
 im Gasthof zum Löwen in Grünenmatt

TRAKTANDEN:

1. Geschäftsbericht und Rechnungen des Jahres 1928.
2. Statutarische Wahlen.

Rechnungen, Bilanz und Revisorenbericht sind vom 22. August 1929 an im Bureau des Herrn O. Salvisberg in Grünen zur Einsicht der Aktionäre aufgelegt.

Die Zutrittskarten und der gedruckte Geschäftsbericht können gegen Ausweis des Aktienbesitzes vom 27. August bis und mit 29. August 1929 im nämlichen Bureau, an der Kasse der Betriebsdirektion in Huttwil, bei den Stationsvorständen in Dürrenroth, Hausenmoos, Affoltern, Grünenmatt und Wasen, sowie am Versammlungstage vor Beginn der Verhandlungen im Versammlungslokal bezogen werden.

Die Zutrittskarten berechtigen am 30. August 1929 zur einmaligen freien Fahrt in jeder Richtung auf der Linie Ramsei-Sumiswald-Huttwil inkl. Wasen.

Sumiswald, den 12. August 1929.

Der Präsident des Verwaltungsrates:
Fr. Rob. Hess.

Spinnereien Aegeri

Die Herren Aktionäre werden hiermit zur

achtundsechzigsten ordentlichen Generalversammlung

auf Donnerstag, den 22. August 1929, vormittags 10 Uhr, in das Zunfthaus zur Waag, in Zürich, höflich eingeladen.

TRAKTANDEN:

1. Protokollgenehmigung der letzten ordentlichen Generalversammlung.
2. Abnahme des Geschäftsberichtes und der Bilanz pro 1928/1929. Entgegennahme des Berichtes der Herren Rechnungsrevisoren.
3. Beschlussfassung über das Jahresergebnis.
4. Decharge-Erteilung an Verwaltungsrat und Direktion.
5. Feststellung des Umtausches der Prioritätsaktien in Stammaktien.
6. Feststellung der gänzlichen Amortisation der Genussscheine.
7. Revision der Statuten.
8. Allfälliges.

Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung liegen vom 7. August an bis zum 21. August 1929 auf dem Gesellschaftsbureau in Neuägeri zur Einsicht der Herren Aktionäre auf, wo auch vom 7. August an bis und mit 21. August 1929 gegen genügenden Ausweis über den Aktienbesitz unter Angabe der Aktiennummern die Zutrittskarten zur Generalversammlung bezogen werden können. Nach dem 21. August werden keine Zutrittskarten mehr ausgegeben. (5888 Lz) 2628 i

Neuägeri, den 30. Juli 1929.

Namens des Verwaltungsrates,
 Der Präsident: **F. Hochuli.**

Appel aux créanciers

La Société anonyme **Gustave Paris, „Au Vaisseau“ à Neuchâtel** a été déclarée dissoute par décision de son assemblée générale du 9 août 1929. Les liquidateurs sont MM. **Maurice Paris, à Pesoux, et Pierre Egger à Neuchâtel**, qui signeront collectivement: „**Société anonyme Gustave Paris, en liquidation.**“

Il est fait appel aux créanciers d'avoir à produire leurs créances dans un délai d'un an dès la présente insertion. 2664

Neuchâtel, le 7 août 1929.

Société anonyme **Gustave Paris, à Neuchâtel, en liquidation**
Maurice Paris. Pierre Egger.

Monireux Ed. Hoel
 300 Bellen, Neben Kursaal, Mässige Preise.

Les

insertions

pour les

**financiers
 commerçants
 et industriels**

trouvent dans la

**Feuille officielle
 suisse du commerce**

la publicité la plus
 étendue et la plus
 efficace

Régie des annonces

PUBLICITAS

Société Anonyme suisse
 de Publicité

**Vergessen
 Sie nicht**

in Ihren
 Reklameplan
 das
 Schweizerische
Handelsamtsblatt
 einzubeziehen

**Feuerlöschapparate
 Minimax**



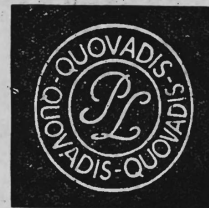
Hausfeuerlöcher
 Industrietypen
 Feuerwehr-Apparate
 Automobil- und Flugzeuglöcher
 Kältebeständige, Frosttypen
 Schaumlöcher
 Spezialapparate für elektr. Brände

Minimax-Gesellschaft - Zürich
 (Gegründet 1902)
 Grösstes und ältestes Unternehmen der Feuerlöschbranche

Vorzüglich bewährte
 Klanghart-gelatinierte
**SCHREIB-
 MASCHINEN
 PAPIERE**
 mit Typen schonender
 milder Oberfläche

LANDQUART
 Extra Strong

WASSERZEICHENBILDER



SCHWEIZER-FABRIKAT

Grisson Mills

ESPERANTO
 DURCHSCHLAG-PAPIER

**Weißelmaschine
 „Kapid“**
 unerreicht punkto Leistung
 1000 fach bewährt in d. Schweiz
 Verlangen Sie Liste No 18



C. Nievergelt & Co Zürich
 Obmannamtsq. 15 Tel. No. 22.70

Die Allgemeine Textil A.-G. in Zürich 1

hat in ihrer ordentlichen Generalversammlung vom 10. Juli 1929 die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschlossen und Herrn Louis Lebach in Genf zum Liquidator mit Einzelunterschrift bestellt. Allfällige Gläubiger werden gemäss Art. 666 O.R. aufgefordert, ihre Ansprüche und Forderungen beim Sitze der Gesellschaft, Pelikanstrasse 8 in Zürich anzumelden. (3184 Z) 2668

Zürich, den 13. August 1929.

Der Liquidator: **Louis Lebach.**